

## FAITS SAILLANTS

- Les humanitaires ciblent 36 pour cent des personnes dans le besoin en 2018.
- 800 000 personnes seront en insécurité alimentaire durant la période de soudure.
- Plus de 670 écoles sont fermées dans le nord et le centre du pays.
- Les victimes civiles des engins explosifs improvisés (EEI) augmentent.
- Les incidents sécuritaires affectant les humanitaires ont presque doublé entre 2016 et 2017.

## CHIFFRES CLES

# de pers. ciblées par le Plan de réponse humanitaire de 2018

1 500 000

% de malnutrition aiguë sévère (2%= seuil d'urgence) (SMART 2017)

2,6%

# de pers. retournées (CMP 31 janvier 2018)

526 000

# de réfugiés maliens (HCR au 28 février)

134 452

## FINANCEMENTS

**263 millions**

Fonds requis (en USD) pour le Plan de réponse humanitaire en 2018

**4%**

Taux de financement



Crédit : OCHA/E. Sabbagh

## Au sommaire

Plan de réponse humanitaire P.1

Insécurité alimentaire P.2

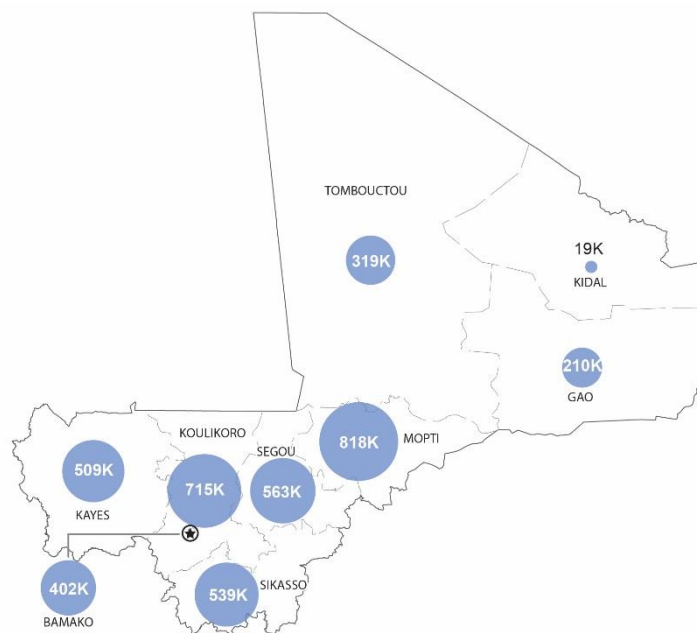
Education P.3

Lutte antimines P.4

## 263 millions de dollars recherchés en 2018

### 4,1 millions de personnes dans le besoin

La population ayant besoin d'assistance humanitaire, en 2018, est estimée à 4,1 millions de personnes selon l'aperçu des besoins humanitaires (HNO), soit 400 000 personnes de plus qu'en 2017. Cette augmentation est liée, entre autres, aux conséquences du déficit pluviométrique, de la décrue précoce du fleuve Niger, de l'insuffisance des financements reçus en 2017 mais également de l'extension de l'insécurité du nord vers certaines parties des régions au centre du Mali.



Ci-dessus, une carte indiquant la répartition (en milliers de personnes) de la population dans le besoin par région.

### 1,5 million de personnes ciblées par les partenaires humanitaires

Cette année, les partenaires ciblent 1,5 million de personnes<sup>1</sup>, soit 36 pour cent de la population dans le besoin, à travers le Plan de réponse humanitaire (PRH) lancé le 14 février à Bamako. Le PRH s'articule avec les différents plans et programmes humanitaires de l'Etat dans une dynamique de complémentarité afin de répondre aux besoins les plus urgents des communautés affectées et de renforcer leur résilience.

<sup>1</sup> L'année dernière, 1,3 million de personnes étaient ciblées sur un total de 3,7 millions de personnes dans le besoin.

*Le monde doit cesser d'observer la crise au Mali qu'à travers un prisme uniquement sécuritaire. En réalité, la crise sécuritaire actuelle continue d'engendrer des besoins humanitaires urgents qui viennent aggraver des vulnérabilités chroniques inhérentes aux pays du Sahel, y compris le Mali. La réponse humanitaire au Mali mérite le soutien de toute la communauté internationale.*

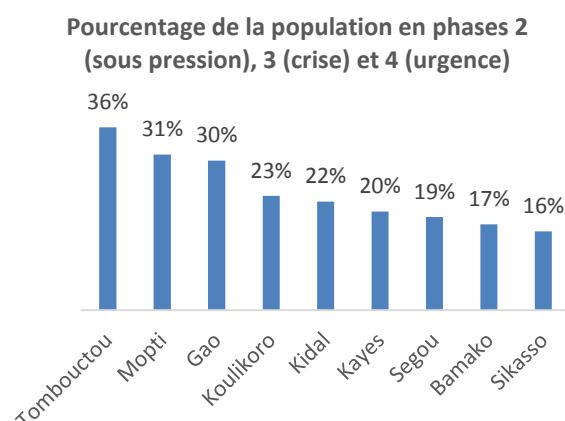
Au total, 263 millions de dollars sont recherchés pour la mise en œuvre des projets contenus dans le PRH. Sur cette requête, près de 40 pour cent sont destinés au secteur de la sécurité alimentaire.

Secteurs	Personnes dans le besoin	Personnes ciblées	Fonds requis (USD M)
Sécurité alimentaire	4 100 000	1 000 000	103
Education	306 000	211 000	22
Santé	1 700 000	1 560 000	20
Protection	950 000	950 000	29
Abris et biens non alimentaires	304 000	111 000	4
Nutrition	868 000	662 000	47
Eau, hygiène et assainissement	908 000	908 000	25

Au 2 mars, le PRH du Mali n'était financé qu'à quatre pour cent, soit des contributions estimées à un peu plus de neuf millions de dollars. A la même date, des financements de l'ordre de 37 millions de dollars ont été alloués à des projets en dehors du PRH. Pour rappel, les organisations humanitaires recherchaient, en janvier 2017, à travers leur appel initial, 293 millions de dollars. Cet appel a été revu à la hausse à mi-parcours pour atteindre 305 millions de dollars. Au 31 décembre 2017, grâce aux contributions des donateurs, 135 millions de dollars, soit 44 pour cent des fonds requis, ont été mobilisés. Malgré l'insuffisance des financements, des réalisations importantes ont été effectuées par les partenaires humanitaires en appui aux actions du Gouvernement. De façon non exhaustive, les interventions des organisations humanitaires, ont permis à un million de personnes de bénéficier de soins de santé, à 424 000 enfants d'accéder à l'éducation, à 519 000 personnes de recevoir un appui agricole ou en élevage, à 194 000 enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère d'être traités, à 456 000 personnes d'accéder à une source d'eau potable et à 2 900 survivants des violences basées sur le genre de recevoir un soutien. Un meilleur financement permettra de faire plus cette année et réduire la vulnérabilité des communautés affectées. Depuis 2015, les appels de fonds des organisations humanitaires intervenant au Mali dans le cadre du PRH peinent à atteindre 50 pour cent des fonds requis.

## L'insécurité alimentaire risque d'être plus critique que prévue

Selon les résultats du Cadre Harmonisé (CH), la population en insécurité alimentaire passera de 291 000 personnes en phase 3 « crise » et en phase 4 « urgence » en novembre 2017 à près de 800 000 durant la période de soudure de 2018 (de juin à septembre). Pour rappel, 424 000 personnes étaient en insécurité alimentaire durant la période de soudure de 2017. Cette année, le CH estime à 4,1 millions les personnes en phase de crise, d'urgence et sous pression<sup>2</sup>, soit 22 pour cent de la population du pays.



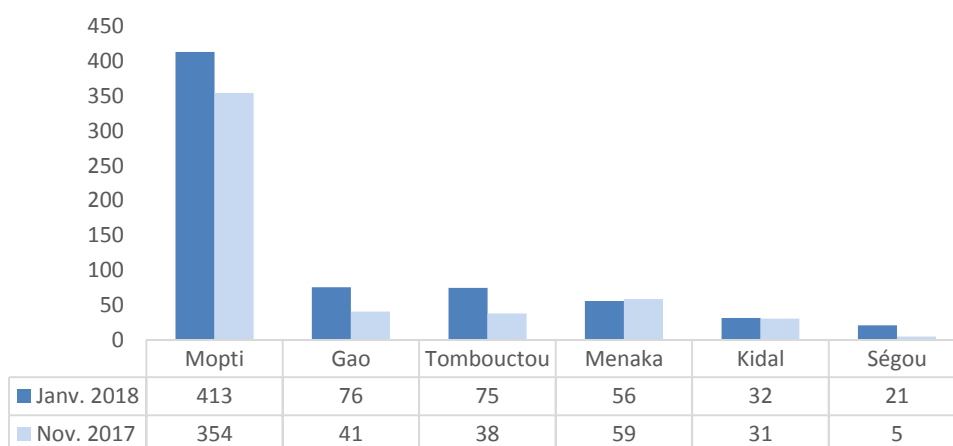
<sup>2</sup> Selon les résultats du CH de nov. 2017, 3,2 millions personnes sont sous pression, 775 171 en crise et 19 572 en situation d'urgence.

Les chiffres du cadre harmonisé de novembre 2017 sont basés sur des données provisoires de la campagne agricole qui seront mises à jour en mars 2018. Des analyses ponctuelles montrent des niveaux de récoltes plus dégradés qu'estimés, pouvant conduire, si aucune action d'atténuation n'est prise maintenant, à une hausse du nombre de personnes en insécurité alimentaire. Par ailleurs, la faible pluviométrie a eu un impact négatif sur la production de la biomasse entraînant ainsi une transhumance précoce des troupeaux, une pression accrue sur les ressources disponibles et une augmentation des risques de tensions entre agriculteurs et éleveurs.

## La fermeture des écoles affecte des centaines de milliers d'enfants

Au Mali, l'accès à l'éducation dans les zones affectées par le conflit reste un défi. En janvier 2018, le cluster Education avait recensé 673 écoles fermées pour des raisons principalement liées à l'insécurité dans le nord et le centre du pays. Plus de 60 pour cent des écoles fermées sont localisées dans la région de Mopti.

Evolution du nombre d'écoles fermées entre novembre 2017 et janvier 2018 (Source: cluster Education)



*Le nombre d'écoles fermées dans la région de Tombouctou a presque doublé entre novembre 2017 et janvier 2018, en passant de 38 à 75. Cette situation prive près de 11 000 enfants de leur droit fondamental à l'éducation.*

La population des enfants en âge d'être scolarisés est estimée à 300 000 dans les régions concernées. Au total, les six régions du nord et du centre du pays touchées par les fermetures d'écoles comptent normalement 4 580 établissements primaires et secondaires.

Pour minimiser l'impact de la fermeture des écoles sur les enfants, les partenaires humanitaires soutiennent les autorités éducatives à travers la mise en place de cantines scolaires ; la construction et la réhabilitation de salles de classe, de latrines et de forages ; la mobilisation communautaire ; la formation des enseignants et la distribution des kits scolaires et pédagogiques. En 2017, plus de 250 000 élèves vivant dans les zones affectées par la crise ont bénéficié d'un appui en kits scolaires.



Mopti, Mali (2017) : La non-scolarisation constitue un risque énorme pour le futur des enfants et l'avenir du pays. L'éducation est un droit fondamental applicable à tous les enfants y compris ceux du nord et du centre du Mali. Crédit : Helene Sandbu Ryeng/UNICEF

## Les engins explosifs improvisés, une menace mortelle pour les civils

Depuis le début de la crise en 2012, la présence de restes explosifs de guerre (REG), d'engins explosifs improvisés (EEI) ainsi que la prolifération des armes légères et de petit calibre représentent une menace constante pour les communautés vivant dans le centre et le nord du pays. Cette menace a un fort impact négatif sur la vie des civils, leur protection et leur liberté de mouvements notamment dans les régions de Kidal, Gao, Tombouctou et Mopti.

Le service de lutte antimines des Nations Unies (UNMAS) et d'autres acteurs de la lutte contre les mines interviennent auprès de la population civile à travers l'éducation aux risques liés aux engins explosifs, l'assistance aux victimes, la réduction de la violence armée, le marquage et la dépollution des zones dangereuses.

*Grâce au financement du fonds central d'interventions d'urgence (CERF), 44 membres des communautés ont été formés pour l'animation des activités d'intervention d'urgence de lutte contre les mines dans la région de Kidal en 2017.*

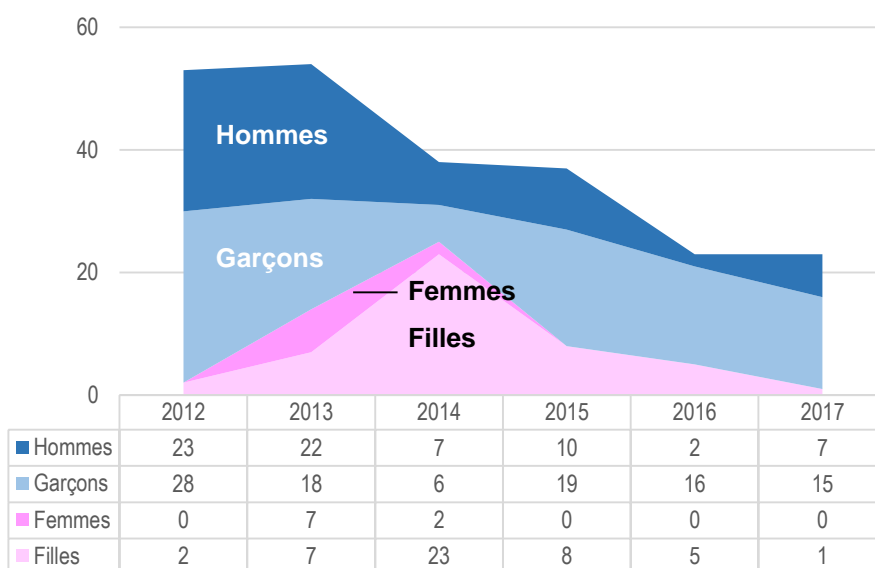
*De plus, 5 500 personnes ont bénéficié de sessions d'éducation sur les risques liés aux engins explosifs et aux armes légères et de petit calibre.*



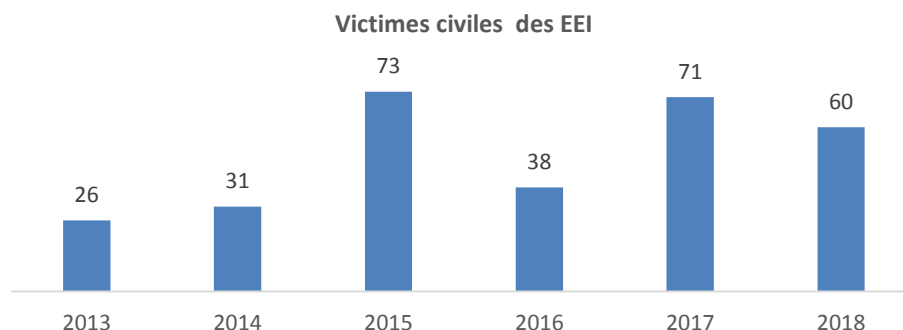
Gao, Mali (2015) : 60 pour cent des victimes des restes explosifs de guerre et des engins explosifs improvisés sont des enfants. Sensibiliser les enfants sur les risques liés aux mines contribue à renforcer leur protection. Crédit : UNMAS

Tous ces efforts en faveur de la protection des civils ont permis la réduction de moitié du nombre de victimes de REG, passant notamment de 53 victimes en 2012 à 23 en 2017.

**Victimes civiles de REG**



Toutefois, cette baisse contraste avec l'augmentation du nombre de civils tués ou blessés par des incidents causés par les EEI. Ainsi, 130 incidents liés aux EEI ont été enregistrés en 2017, causant 450 victimes, dont 20 pour cent de civils. Depuis le début de cette année, 40 civils ont perdu la vie dans des accidents causés par les EEI, soit une hausse de plus de 90 pour cent par rapport au nombre total des victimes en 2017 (21 civils tués).



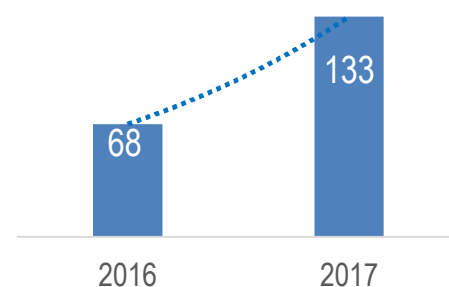
Date de mise à jour: 7 mars (Source: UNMAS)

La lutte antimines reste un élément central de la réponse d'urgence pour assurer la protection des civils et l'accès à l'aide humanitaire. Selon les experts d'UNMAS, il est crucial d'effectuer un transfert progressif des responsabilités de cette lutte aux acteurs locaux à travers des mesures de renforcement des capacités, telles que la formation des organisations locales et communautaires de lutte antimines et les associations des victimes des engins explosifs.

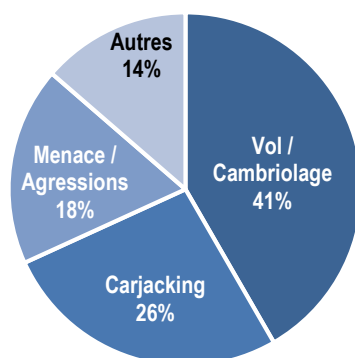
Cette année, UNMAS et ses partenaires ont lancé une série de formations de formateurs sur la sensibilisation aux risques liés aux EEI au profit des acteurs humanitaires, ciblant notamment des chauffeurs dans les régions de Kidal, Gao, Ménaka, Tombouctou et Mopti. Cette initiative vise à renforcer l'intégration de la protection dans les programmes de réponse humanitaire, en permettant aux organisations bénéficiaires d'être informées du danger auquel elles sont exposées, de l'éviter au mieux et de pouvoir apporter une réponse d'urgence aux populations dans des zones contaminées par les engins explosifs.

## Hausse des incidents sécuritaires affectant les humanitaires en 2017

En 2017, les incidents sécuritaires affectant les acteurs humanitaires ont connu une augmentation dans le centre et le nord du Mali. Les partenaires humanitaires ont recensé 133 incidents en 2017 contre 68 en 2016. Au total, 86 pour cent des incidents sont provoqués par le banditisme et 5 pour cent par des groupes armés.



*Malgré les difficultés sécuritaires, les humanitaires continuent leurs opérations en faveur des populations dans le besoin en négociant l'accès humanitaire avec toutes les parties au conflit et les leaders communautaires dans le respect des principes humanitaires.*



Les cas de vols et les braquages de véhicules constituent respectivement 41 pour cent et 27 pour cent des incidents rapportés.

La majorité des incidents est signalée dans la région de Gao (27 pour cent), suivie par les régions de Kidal (23 pour cent), Tombouctou (21 pour cent) et Ménaka (17 pour cent). Au centre, la région de Mopti est la plus touchée avec 14 pour cent des incidents.

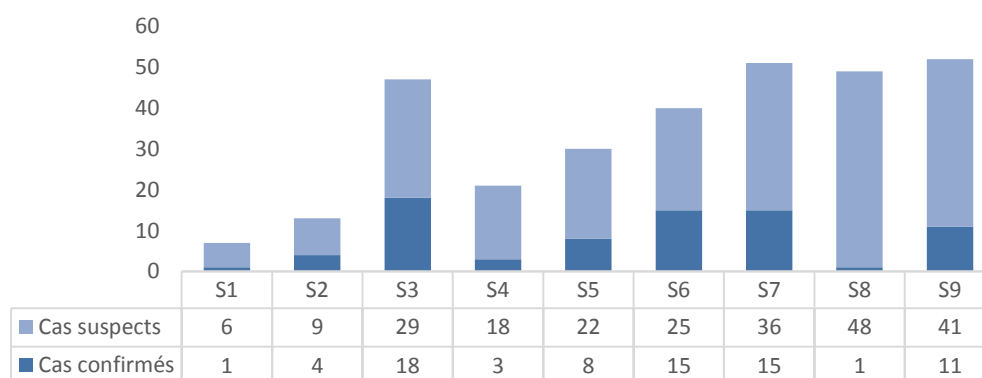
## En bref...

### Recrudescence des cas de rougeole

Les mois de janvier et février 2018 ont été marqués par une épidémie de rougeole dans sept districts sanitaires des régions de Gao (Ansongo), Kayes (Kita), Koulikoro (Kangaba), Mopti (Bandiagara et Douentza) Sikasso (Kadiolo et Yanfolila) et deux districts de Bamako. Durant cette période, le pays a enregistré 234 cas suspects dont 76 confirmés. Aucun cas de décès causé par la rougeole n'a été notifié.

#### Evolution des cas de rougeole

de la semaine 1 de 2018 à la semaine 9 (Source: cluster Santé)



Les campagnes de vaccination de riposte ont été organisées dans les districts touchés. Une analyse est en cours pour déterminer le risque de propagation de l'épidémie et les actions de réponse appropriées pour la contenir.

### Plus de 2 000 personnes formées sur la coordination civilo-militaire en 2017

Du 6 au 8 février, OCHA a formé près de 150 militaires des forces du G5 Sahel et de la MINUSMA sur les principes humanitaires, le mécanisme de la coordination humanitaire et la coordination civilo-militaire au Mali.

En 2017, OCHA Mali a formé et sensibilisé sur les mêmes thèmes 2 023 personnes (civils, humanitaires, militaires et policiers).

La Coordination civilo-militaire est l'une des fonctions essentielles d'OCHA. Dans les opérations humanitaires comportant une présence militaire, OCHA joue un

rôle de chef de file dans l'établissement et la gestion des interactions avec les acteurs militaires. OCHA soutient les acteurs humanitaires et militaires par le biais d'activités de formation et de sensibilisation concernant les directives qui régissent l'utilisation des ressources militaires et de la protection civile étrangères ainsi que les relations entre les civils et les militaires dans les opérations humanitaires.



Mopti, Mali (février 2018) : L'équipe d'OCHA Mali forme un contingent du G5 Sahel nouvellement arrivé au Mali sur les principes qui régissent la protection des civils, l'action humanitaire et l'espace humanitaire. Crédit : OCHA/ A. Jayaswal

### Mission exploratoire à Tombouctou sur le nexus humanitaire et développement

Une mission conjointe (OCHA, NRC, CRS, Coopération Espagnole, conseiller nexus de l'équipe humanitaire pays, Commission de réhabilitation des zones post-conflit / Section Stabilisation de la MINUSMA) conduite par la Chef de bureau d'OCHA Mali a effectué une visite exploratoire, à Tombouctou, sur la thématique du nexus humanitaire et développement du 26 au 28 février. L'un des objectifs de la mission était de s'assurer que les partenaires à Tombouctou (autorités régionales, humanitaires, acteurs du

*Le but visé, à travers l'approche du nexus, est de mutualiser les efforts des acteurs humanitaires et de développement dans une dynamique d'actions contiguës visant les mêmes cibles en vue d'inverser la tendance à la vulnérabilité chronique des populations ayant subi un ou plusieurs chocs.*

développement) avaient une bonne compréhension de l'approche nexus qui a fait l'objet de plusieurs présentations lors de cette mission.

Les recommandations formulées par les participants à cette visite incluent, entre autres, une meilleure coordination des actions de développement et des actions humanitaires et l'identification de zones prioritaires d'expérimentation de l'approche nexus sur la base de critères prenant en compte des facteurs tels que la situation sécuritaire, les besoins humanitaires, les indicateurs de développement et l'accès aux populations dans le besoin. Au total, 76 organisations humanitaires sont recensées dans la région de Tombouctou. Certaines d'entre elles mènent également des actions de développement aux côtés des structures étatiques et de partenaires tels que la GIZ, la Coopération Suisse et Luxdev.



Tombouctou, Mali (février 2018) : Consultations entre les représentants des organisations humanitaires et les responsables des services techniques étatiques sur la mise en œuvre du nexus humanitaire et développement dans la région. Crédit : OCHA

### **Première visite d'appui du groupe de coordination inter-sectorielle à Gao**

Le groupe de coordination inter-sectorielle (ICC) a effectué sa première mission d'appui aux mécanismes de coordination régionale dans la région de Gao du 26 février au 1<sup>er</sup> mars 2018. Cette mission s'inscrit dans le cadre de la redevabilité envers les donateurs et les bénéficiaires du cycle de programmation humanitaire. En outre, elle avait pour but de renforcer la liaison entre les mécanismes de coordination régionaux et ceux nationaux pour une réponse humanitaire encore plus efficace.

Des représentants de six clusters (sécurité alimentaire, santé, nutrition, éducation, eau, hygiène et assainissement) et de OCHA ont pris part à cette mission d'échanges avec les partenaires intervenant dans la région.

Au terme de cette visite, les représentants de l'ICC ont constaté qu'au-delà des difficultés inhérentes au contexte sécuritaire volatile, les cadres de coordination humanitaire étaient bien fonctionnels. Cependant, l'ICC a recommandé, entre autres, le renforcement des capacités des partenaires humanitaires en gestion de l'information et en gestion du cycle de projets ainsi que l'étude de la possibilité de mettre en œuvre le nexus humanitaire et développement.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

**Mme Ute Kollies**, Chef de Bureau, [kollies@un.org](mailto:kollies@un.org)

**Mme Katy Thiam**, Chargée de l'Information Publique et du Plaidoyer, [thiamk@un.org](mailto:thiamk@un.org), Tél. (+223) 75 99 57 61

**M. James Steel**, Chargé de la Gestion de l'Information, [steel@un.org](mailto:steel@un.org), Tél. (+223) 75 99 32 02

Les *bulletins humanitaires* d'OCHA sont disponibles sur <http://www.unocha.org/mali> | [www.unocha.org](http://www.unocha.org) | [www.reliefweb.int](http://www.reliefweb.int)